



DECLARATION LIMINAIRE FSU/CGT

Instance du 06/05/2020

Monsieur le Président du CHSCT de la Vienne,

Mesdames et Messieurs les membres,

Le 13 avril dernier, le Président de la République a annoncé la réouverture progressive des écoles le 11 mai en même temps que le début du déconfinement. Il a ainsi mis sous pression les personnels de l'Education Nationale en les laissant chercher seuls les moyens de réussir une rentrée sans que les modalités aient été définies au préalable.

Cette volonté d'imposer la réouverture, contre l'avis du Conseil scientifique et de l'INSERM, ne serait faite que pour des raisons pédagogiques et sociales. Mais qui peut encore croire à cette fable ?

Ainsi, les lycées ne pourraient pas ouvrir avant début juin : doit-on comprendre que les difficultés sociales et le décrochage pédagogique s'arrêtent à 16 ans ?

La réouverture des collèges, le 18 mai, ne se ferait que dans certains départements moins touchés par le virus, en commençant par les 6e et les 5e mais les écoles maternelles et élémentaires, elles, peuvent ouvrir tout de suite partout !

Il serait temps que ce gouvernement cesse de se moquer des personnels, des familles et de l'ensemble de la population. Seuls les enfants de moins de 14 ans sont censés reprendre le chemin de l'école en mai. Il est donc évident que l'unique priorité qui guide les choix de réouverture des écoles, mais aussi des crèches, est de permettre la garde d'enfants pour favoriser la reprise du travail d'un maximum de parents.

En revanche, le Premier ministre n'a livré quasiment aucune information sur les moyens permettant cette réouverture sans mettre en danger les élèves, leurs familles, les personnels et sans provoquer une seconde vague de l'épidémie.

On sait seulement que les personnels et les collégien-nes recevront des masques, mais a priori grand public et sans savoir combien.

Quant à la limite de 15 élèves par classe, elle est trop élevée pour assurer la moindre sécurité sanitaire, alors que la limite est de 10 élèves et même 5 en maternelle pour l'accueil des enfants de personnels soignants.

Pour le reste, le Premier ministre semble renvoyer aux collectivités locales et aux personnels la responsabilité de la mise en œuvre d'une reprise dans des conditions sanitaires acceptables, ce qui pourrait engager leur responsabilité.

Pour notre académie, envisager un plan de reprise trois jours après le retour des vacances de Printemps n'est pas possible. Nous constatons d'importantes disparités d'une école à l'autre : celles qui ne peuvent pas ouvrir faute de moyens ou de transport scolaire, celles qui ouvrent un jour sur deux, celles qui accueilleront des élèves de soignant-es et d'enseignant-es et qui faute de place ne pourront pas accueillir d'autres élèves...

Pour la FSU-CGT, rien ne sera prêt dans la majorité des écoles pour assurer une réouverture dans des conditions sanitaires satisfaisantes dès le 12 mai. Cela demande en effet une réflexion et un travail pédagogique intense ainsi qu'une adaptation importante des locaux et des modalités d'accueil (restauration, transports, entretien) qui ne peut pas s'improviser en quelques jours et ce, alors même que les personnels en raison du confinement n'auront pas eu la possibilité de se réunir. Ces mêmes personnels, qui, depuis le 16 mars, n'ont pourtant cessé de travailler intensément pour assurer la « continuité pédagogique » et maintenir des liens les plus étroits possibles avec le plus d'élèves.

Monsieur le Directeur Académique, les personnels se trouvent aujourd'hui dans une situation insoutenable d'injonctions paradoxales, conscients de leurs obligations, soucieux d'assurer leurs missions de service public, mais contraints par une multitude d'injonctions impossibles à réaliser dans des délais très resserrés, stressés par l'idée de mettre la santé de leurs élèves, des parents d'élèves, la leur et celle de leurs proches en danger. Cette situation ne peut qu'engendrer une augmentation des RPS, notamment pour les directeurs et directrices d'école, qui se retrouvent encore une fois en première ligne. Pour la FSU/CGT, ce calendrier est inacceptable. Ce cadre et cette manière de procéder le sont tout autant. La nouvelle circulaire du MEN, parue hier seulement, concernant la réouverture contient de nombreuses modalités et objectifs inacceptables et en grande partie inapplicables. Les personnels du 1er degré ne peuvent pas préparer la reprise en un jour. S'approprier et mettre en œuvre les multiples recommandations contenues dans les pages du protocole sanitaire de réouverture des établissements scolaires demande du temps. Hier encore, Monsieur le Secrétaire Général d'Académie disait en CHSCTA "qu'il n'y aura pas de forcing, pas d'obligation de résultat, pas de nécessité d'ouvrir dès le 12 mai." C'est pourquoi, nous vous demandons, Monsieur le Directeur Académique, de faire confiance aux personnels des écoles et de leur laisser le temps nécessaire et suffisant pour préparer les modalités du retour des élèves dans les établissements scolaires et ce, en concertation avec tous les acteurs : parents et collectivités locales. Nous le réaffirmons : cette réouverture doit se faire si et seulement si les conditions sont réunies pour ne pas en faire de nouveaux foyers épidémiques qui impacteraient toute la société alors que le déconfinement général est un moment crucial. Soyez assuré que nous sommes plus que tout autre attaché-es aux missions de l'école et préoccupé-es par la situation des élèves décrocheurs mais pour la FSU-CGT, la nécessaire ouverture des écoles et établissements scolaires ne doit pas se faire au prix de la santé des personnels, des élèves et des familles. Alors que personne n'est capable d'évaluer sérieusement les risques liés au coronavirus dans un établissement scolaire, le MEN n'est pas en mesure de mettre en place un plan de prévention adapté et efficace. De ce fait, en s'accrochant à cette reprise prématurée et précipitée, le Ministre de l'Éducation Nationale met les personnels et les usagers en danger. Aucun pays en Europe ne traite le processus de déconfinement de l'école avec autant de légèreté. C'est pourquoi, nous demandons le report de la réouverture des écoles et établissements et l'ouverture de vraies discussions avec les représentant-es des personnels et des parents, pour définir des modalités de la continuité du service public d'éducation qui garantissent la sécurité sanitaire de toutes et tous.

Nous demandons également à ce que toutes les mesures prises en urgence lors de cette période de confinement soient déclarées provisoires et qu'elles s'arrêtent à l'issue du confinement après concertation avec les personnels. Nous demandons à ce que les personnels du rectorat-DSDEN puissent réintégrer leurs postes en étant protégés. Il n'est

pas acceptable que leur amplitude horaire de travail soit allongée, les heures supplémentaires effectuées par ces personnels doivent être comptabilisées et rémunérées.

Plus que jamais, la FSU-CGT Educ'action exige l'abandon de cet objectif du 11 mai et demande que du temps soit accordé aux équipes pour donner le maximum de garanties en terme de sécurité et de santé aux personnels et aux usagers. Il nous semble aussi très important de se projeter d'ores et déjà sur la rentrée de septembre, tant au niveau des conditions sanitaires que des moyens à mettre en œuvre pour rattraper les retards accumulés cette année.